

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Banque-mondiale-bas-les-masques>

Banque mondiale : bas les masques !

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : jeudi 30 mars 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Damien Millet et Eric Toussaint

[CADTM](#). Belgique, 29 mars 2006

Neuf mois après l'annonce tonitruante des huit pays les plus industrialisés (G8) à Londres, la Banque mondiale vient seulement de dévoiler les modalités de l'annulation des créances qu'elle détient envers 17 pays pauvres et très endettés (PPTE). L'accord, qualifié d' « historique » par le président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, concerne 13 pays d'Afrique et 4 d'Amérique latine [1]. Au 1er juillet 2006, la dette de ces 17 pays envers la Banque mondiale devrait être annulée. La Banque mondiale avance le chiffre total de 37 milliards de dollars, répartis sur 40 ans.

Mais contrairement aux proclamations de la Banque mondiale, il n'y a là rien de nouveau. Cette décision se contente de concrétiser tardivement la décision prise par le G8 l'année passée. De plus, au cours des dix dernières années, la Banque mondiale n'a dépensé que 2,6 milliards de dollars pour réduire la dette de ces 17 pays alors qu'elle possède plus de 38 milliards de dollars de capitaux propres. Elle est donc très loin d'avoir fait un effort financier significatif, ce qui ne l'empêche pas de proclamer année après année une générosité infondée et usurpée.

Lancée en 1996, l'initiative PPTE devait régler définitivement le problème de la dette de 42 pays très pauvres et très endettés. Mais cette initiative a tourné au fiasco : leur dette est passée de 218 à 205 milliards de dollars, soit une baisse de 6% seulement entre 1996 et 2003 [2]. Bien que la plupart des pays aient appliqué les recettes économiques draconiennes exigées par le FMI et la Banque mondiale, le fardeau de la dette est toujours bien présent. Pourquoi continuer à faire confiance à ceux qui ont déjà échoué et qui veulent renouveler les mêmes erreurs ?

Pour la Banque mondiale, la dette est un outil de domination très apprécié. En effet, pour décrocher cette annulation, les 17 pays concernés ont dû achever les étapes de l'initiative PPTE et réaliser pendant au moins 4 ans un véritable parcours du combattant néolibéral : réduction drastique des budgets sociaux, privatisations massives, ouverture des marchés, libéralisation de l'économie pour le plus grand profit des sociétés multinationales et des investisseurs internationaux. Mais ce sont autant de coups très durs portés aux conditions de vie des populations pauvres. Tous ces pays ont donc déjà payé très cher, en terme de souffrances humaines, le droit d'être éligibles.

La décision de la Banque mondiale est à la fois inadaptée et inadmissible. Inadaptée car elle ne concerne qu'un petit nombre de pays (17, représentant moins de 5% de la population des 165 pays dits « en développement ») ; inadmissible car elle renforce la domination que les créanciers imposent à la planète entière par l'intermédiaire de la dette. Le docteur Banque mondiale fait mine de prescrire des stratégies de réduction de la pauvreté (en fait, de maigres sommes saupoudrées sur de rares projets sociaux) tout en cachant les graves effets secondaires : dans des pays où plus de 40 % du budget sert à rembourser la dette, il interdit aux gouvernements de recruter et de former suffisamment d'enseignants, d'aides-soignants, de médecins, etc., au nom de sacro-saints principes comme la réduction de la fonction publique et l'équilibre budgétaire.

Enfin, cette annonce laisse de nombreuses questions en suspens : quelle est la date butoir pour le calcul de l'annulation : fin 2004 comme au FMI ou fin 2003 comme le bruit court, ce qui réduirait la portée de l'accord ? la Mauritanie, qui est pour l'instant exclue de la liste, sera-t-elle réintégrée ? qu'en est-il de nombreux pays très pauvres oubliés par l'initiative PPTE - comme Haïti, l'Erythrée ou le Népal - qui aujourd'hui n'ont droit à aucun allègement de dette ? des conditionnalités supplémentaires prouvant la docilité économique du pays concerné ne sont-elles pas discrètement ajoutées par la Banque mondiale ?

La démarche de la Banque mondiale, et plus généralement les mesures prises par l'ensemble des créanciers, ne

sont que des leurres permettant de détourner l'attention de l'opinion publique. Les revendications essentielles demeurent l'annulation de la dette extérieure publique de tous les pays en développement et l'abandon définitif des politiques d'ajustement structurel. Cette dette ponctionne les richesses des pays du Sud pour les envoyer vers de riches créanciers, ravage des régions entières, répand la misère et la corruption. Cette dette est illégitime, et, pour une large part, odieuse. Son annulation totale et inconditionnelle n'est pas négociable.

* **Damien Millet** est président du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org), auteur de *L'Afrique sans dette*, CADTM/Syllepse, 2005

** **Eric Toussaint** est président du CADTM Belgique, auteur de *La Finance contre les peuples*, CADTM/Syllepse, 2004.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Guyana, Honduras, Madagascar, Mali, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Zambie.

[2] Calcul des auteurs d'après les chiffres publiés par la Banque mondiale en 2005.